

Prêt Non-Souverain

Le financement des entités publiques



Le prêt non-souverain s'adresse aux entreprises, aux institutions publiques et aux collectivités locales quand elles ne bénéficient pas de la garantie de l'Etat. Il a pour objet le financement de projets qui concourent au développement du pays.

Les prêts non-souverains représentent environ 20% du volume du portefeuille en exécution de l'AFD.



Objectifs

Financer des projets de développement mis en œuvre par les entreprises publiques non garanties par l'Etat.

En fonction de la nature du projet, l'Etat français peut subventionner une partie du prêt afin de permettre à l'AFD de proposer des taux d'intérêt dits « concessionnels » selon les critères établis par le Comité d'aide au développement de l'OCDE.



Bénéficiaires

Entreprises publiques non garanties par l'Etat
Banques de développement

Collectivités locales ne bénéficiant pas de la garantie de l'Etat, dans les pays listés par le Comité d'aide au développement de l'OCDE, classés par niveau de revenus :

- Pays les Moins Avancés (PMA)
- Pays à Revenu intermédiaire - tranche inférieure (PRIT)
- Pays à Revenu intermédiaire - tranche supérieure (PRIS)

Lien vers la liste complète des pays concernés sur le site de l'OCDE – cliquez [ici](#)



Caractéristiques

Type : prêt

Durée : 5 à 20 ans

Différé : 0 à 7 ans

Taux d'intérêt : Euribor 6 mois + Marge

Décaissements : à chaque décaissement, l'emprunteur a le choix entre taux fixe ou taux variable, et la possibilité, pendant toute la durée du prêt, de convertir sans frais les tranches à taux variable en tranches à taux fixe

Devises : EUR / USD⁽¹⁾

Echéancier / périodicité : capital constant / semestrielle

Commissions : commission d'engagement (0,5%) / commission d'instruction (0,5%)

Options possibles : prêt stand-by (ligne de crédit stand-by assortie d'un droit de confirmation pendant une période déterminée), facilité multi-tranches (financement de projets à plusieurs composantes ou plusieurs phases)

(1) Dans certains cas, peut être accordé en devises locales



Illustration

Banque régionale de développement de l'Extrême-sud (BRDE), Brésil (50M EUR) : soutien au programme « Production et consommation durable » de la banque qui cible le financement de projets locaux à impacts positifs sur l'environnement et le climat.

12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES



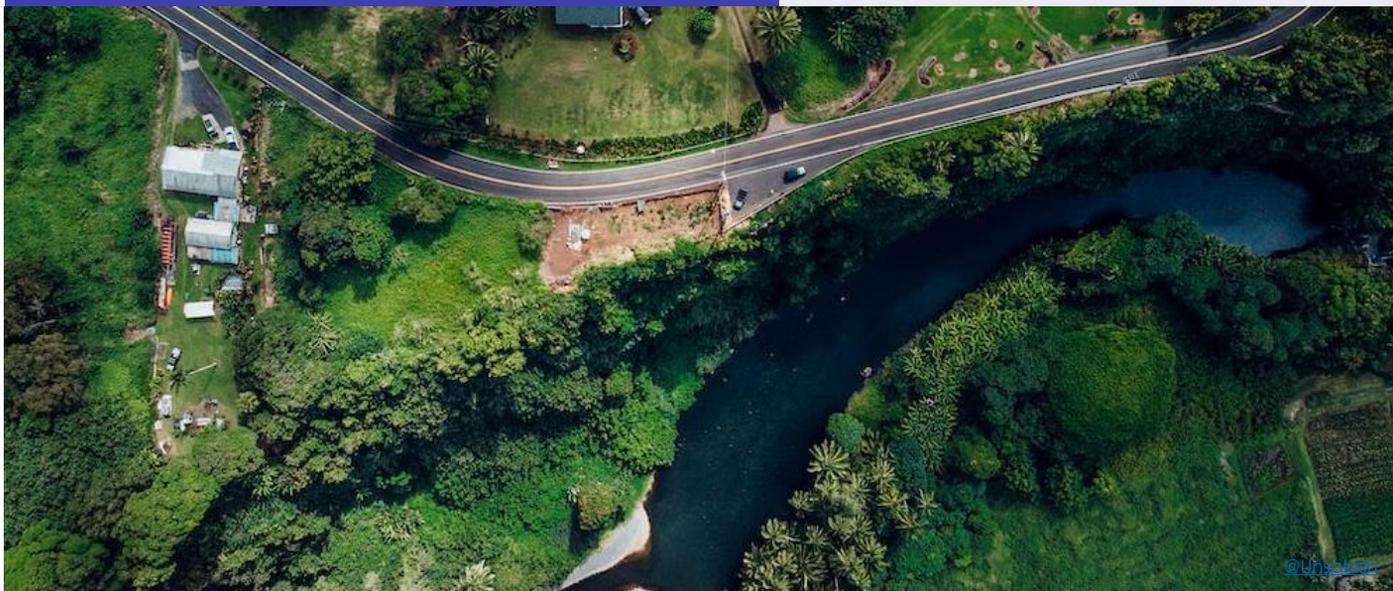
13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES



Municipalité d'Istanbul, Turquie

(350M EUR) : soutien au développement du métro (extension du réseau existant et création de nouvelles lignes).

11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES



@Unsolash